

deuxième et troisième alinéas (p. 1372); *Son amendement sur le vote obligatoire* (p. 1376); Art. 11 : *Son amendement* (p. 1459); Art. 14 : *Son amendement* (p. 1498). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 202, 277, 334, 373). Obtient des congés (A. de 1945, p. 277, 373).

BAREL (M. Virgile), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*); de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 208).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les réquisitions d'hôtels ou pensions de famille représentant un intérêt touristique, n° 182. — Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les réquisitions d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, n° 518. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la création de nouvelles écoles maternelles, n° 617. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser les cantines scolaires dans les écoles publiques, n° 621.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Loire (A. de 1945, p. 21). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1945 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Exposé des motifs* (p. 284); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Tourisme et travail*; *Utilisation des immeubles Skolnikov* (p. 508).

BARRE (M. Henri), Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945 p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 570). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

BARROT (M. Noël), député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de loi portant statut des laboratoires d'analyses médicales, n° 264.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale, laboratoires et recherches* (A. de 1945, p. 607).

BARTHÉLEMY (M. André), Député du département du Jura.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur le projet de loi modifiant l'article 18 de la loi du 15 juillet 1911 relatif à l'envoi par la poste, contre remboursement, d'objets de correspondance, n° 1179.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 4^e circonscription (A. de 1945, p. 35). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Ses observations* (p. 654); — de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 242). — Pose au Ministre de l'Education nationale une question sur la latitude laissée aux inspecteurs d'académie sur les programmes et mesures en faveur des maîtres et maîtresses débutants (p. 376).

BARTOLINI (M. Jean), Député du département du Var.

Son election est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la défense nationale (*ibid.*).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 451); du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : ARMEMENTS, RÉPARTITION DES CRÉDITS : *Discussion générale* (p. 712). — Pose au Ministre de l'Economie nationale une question : sur les lenteurs apportées à la liquidation des pensions de l'Etat

et à leur révision (A. de 1946 p. 373); sur les arrérages échus dus aux personnes bloquées hors de la métropole (*ibid.*); sur les mesures prises pour indemniser les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ou privés frappés pour leur action patriotique depuis 1938 (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Chap. F : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre* (p. 1440); *le retire* (*ibid.*); ARMEMENT : *Discussion générale* (p. 1459).

BAS (M. André), Député du département du Haut-Rhin.

Son election est validée (A. de 1945, p. 63). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 35. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Situation agricole en zone d'occupation française d'Allemagne), n° 917. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 relatives aux candidats empêchés d'accéder aux services publics les personnes domiciliées en Alsace, Lorraine et Algérie pendant tout ou partie de l'occupation ennemie, n° 1234.

S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 207, 2354). Obtient des congés (A. de 1946, p. 207, 2354).

BASTIDE (Mme Denise), Député du département de la Loire.

Son election est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).